

Les Vingt-sept renvoient Theresa May à ses études

- Les Vingt-sept ont douché les espoirs de Theresa May de rediscuter l'accord sur le Brexit.
- Ils ont également adopté un plan, peu ambitieux, de renforcement de la zone euro.
- Charles Michel a tancé les pays d'Europe centrale, peu coopératifs dans le dossier migration.

Épingle

Charles Michel se prépare au “no-deal”

Le Premier ministre Charles Michel n'est “pas optimiste” quant à la possibilité que l'accord sur le Brexit soit approuvé par le Parlement britannique, a-t-il déclaré vendredi à son arrivée au sommet européen.

“Nous allons dès lors veiller à préparer toutes les hypothèses, en ce compris celle d'un no-deal”, a poursuivi le chef du gouvernement. “Il y a une réelle chance” que ce scénario se réalise, a regretté M. Michel. Le point sera d'ailleurs placé à l'ordre du jour d'un comité de concertation la semaine prochaine. “Nous allons prendre des initiatives avec les entités fédérées et le ministre des Affaires étrangères pour nous y préparer”, a-t-il affirmé.

Theresa May a quitté Bruxelles pour Londres dans la position d'une ado obligée de dire à ses parents que son examen “ne s'est pas très bien passé”. Jeudi, le président du Conseil européen Donald Tusk avait aménagé l'agenda du premier jour du sommet afin de donner à la Première ministre britannique l'occasion de s'exprimer devant les vingt-sept autres chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. Ceux-ci attendaient que Theresa May, qui a survécu à un vote de défiance interne à son parti conservateur, les éclaire sur sa situation politique. Ils souhaitent également obtenir des précisions sur les “assurances” réclamées par M^{me} May, pour qu'elle soit en mesure de faire adopter l'accord de retrait du Royaume-Uni par la Chambre des Communes. Lundi, la Première ministre avait reculé devant l'obstacle, jugé infranchissable, préférant reporter le vote programmé le 11 décembre. L'allocation de M^{me} May a laissé les leaders européens sur leur faim. “Elle a dit qu'elle souhaitait beaucoup de choses, mais j'ai le sentiment que les Vingt-sept attendaient un peu plus de substance sur ce qui va se passer et sur ce que nous sommes supposés faire”, commentait jeudi soir une source proche des discussions. Le Premier ministre néerlandais Rutte s'est pour sa part fait l'avocat de la Britannique : “Elle a été très claire, très ouverte sur ce qu'elle voulait de nous et nous l'avons mis noir sur blanc.”

“Les négociations sont terminées. Finito”

Toujours est-il que les chefs ont laissé Theresa May s'en retourner à Londres avec un texte de conclusions assez sec, élaboré lors de la réunion à vingt-sept qui a suivi sa prestation. Tenant en cinq paragraphes, le texte souligne ce que l'on savait déjà : ni l'accord de retrait, ni la déclaration politique sur la

future relation entre l'UE et le Royaume-Uni “ne sont ouverts à la renégociation”, a précisé le président Tusk. Le Premier ministre luxembourgeois Bettel lui a répondu en écho : “Les négociations sont terminées. Finito.”

Adressé à la Première ministre, ce message est peut-être encore davantage destiné à l'opposition travailliste ainsi qu'aux conservateurs qui prétendent qu'ils pourraient obtenir de l'UE un accord plus favorable.

“Amis Britanniques, dites-nous ce que vous voulez”

Le “filet de sécurité” (*backstop*) tendu pour éviter le retour d'une frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord après le Brexit est, selon M^{me} May, l'élément de l'accord qui rebute les députés britanniques. Le *backstop* sera activé au terme de la période de transition, le 31 décembre 2020, si aucune alternative n'a été trouvée dans le cadre de la future relation avec l'UE. Pour éviter une frontière sur l'île d'Irlande, le Royaume-Uni resterait dans un territoire douanier commun avec l'Union européenne. Ce qui l'empêcherait de mener une politique commerciale indépendante et l'obligerait à faire en sorte que ses législations sociales, fiscales, environnementales... ne s'éloignent pas trop des législations européennes. Imbuvable autant pour les partisans d'un Brexit dur que pour les *Remainers*, qui se demandent pourquoi quitter l'UE, à ce compte.

Theresa May plaide pour que les Vingt-sept lui offrent des garanties juridiques que le *backstop* ne sera jamais utilisé. Ses espoirs ont été douchés. Certes, les leaders européens

ont réaffirmé qu'il s'agit d'une "solution de dernier recours conçue comme une police d'assurance". Ils ont dit leur détermination à travailler rapidement à l'élaboration d'autres arrangements qui permettraient d'éviter d'activer le *backstop*. Et s'il devait l'être, précisent-ils encore, l'objectif est qu'il ne le soit que "temporairement", à condition et jusqu'à ce qu'il puisse être remplacé par autre chose. Mais pas question de fixer une date de fin. Bref, sans alternative, le "temporaire" pourrait s'éterniser.

La future relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne est le cadre dans lequel doit être trouvée la solution. Le problème est que les Britanniques sont autant divisés sur ce que doit être cette future relation que sur le Brexit: les uns veulent maintenir un lien étroit et conserver leur pays dans le marché intérieur; les autres veulent que cette relation se cantonne au simple libre-échange. Les Vingt-sept sont prêts à entamer les négociations "immédiatement après la signature de l'accord de retrait", a assuré le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Mais "nos amis britanniques doivent nous dire ce qu'ils veulent au lieu de nous faire dire ce que nous voulons. Nous sommes dans un débat quelquefois nébuleux, imprécis et je voudrais des clarifications affirmées", a complété le Luxembourgeois.

La patience des Vingt-sept est presque épuisée

À vrai dire, les Européens semblent être à bout de patience avec le Royaume-Uni, tant ils sont las des attermolements britanniques. "M^{me} May a conduit un combat courageux et vertueux, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous", a constaté M. Juncker, avant d'annoncer que la

Commission publiera, mercredi prochain, "toutes les informations utiles à la préparation d'un *no deal*".

Aux yeux des Vingt-sept, l'accord reste le plan "A", qu'ils tiennent à faire atterrir. Ils redoutent cependant que le chaos politique qui règne outre-Manche n'aboutisse à un Brexit désordonné. "Très objectivement, les signaux que nous avons entendus hier ne sont pas spécialement rassurants sur la capacité en Grande-Bretagne de pouvoir honorer l'engagement qui a été conclu", a déploré le Premier ministre belge Michel.

Theresa May a annoncé la tenue de nouvelles discussions "dans les tout prochains jours". Réponse agacée d'un *insider* européen: "On ne va pas en discuter toutes les semaines." Ce que les Vingt-sept veulent, c'est que M^{me} May parvienne à forger un semblant de consensus national, avant de discuter de ce qu'ils peuvent faire pour elle. Désarmée, la Britannique a tenté de mettre la balle dans le camp des Vingt-sept. Ceux-ci la lui ont renvoyée sans ménagement.

Olivier le Bussy

*"Nous avons traité
M^{me} May avec
un grand respect.
Plus de respect que
certains députés
britanniques"*

Donald Tusk

Le président du Conseil européen a démenti que la Première ministre britannique ait été "humiliée" par ses pairs.

À Londres, les critiques contre la Première ministre ne faiblissent pas

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Les images de l'altercation matinale entre la Première ministre britannique Theresa May et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ont fait vendredi après-midi la Une de tous les médias d'informations britanniques. Selon deux spécialistes de la lecture sur les lèvres interrogés par Channel 5 News, la Britannique a interpellé le Luxembour-

geois en ces termes, sous le regard des caméras du Conseil, faisant référence à ses déclarations de la veille: "Comment m'avez-vous appelée? Vous m'avez appelée *nébuleuse*". Face aux dénégations de son interlocuteur, qui a la main posée sur son bras droit, de manière à la fois paternaliste et défensive, elle répète, le visage tendu: "Si, vous m'avez appelée *nébuleuse*". Jean-Claude Juncker dément: "Non, non, je ne l'ai pas fait!", avant que le Premier ministre néerlandais Mark Rutte ne s'interpose pour

mettre fin à l'incident.

Jean-Claude Juncker a soutenu quelques heures plus tard que c'était bien la position britannique sur le Brexit qu'il avait qualifiée de "nébuleuse" et non Theresa May – en témoigne la vidéo de la conférence de presse de jeudi soir. Theresa May était néanmoins en colère et prête à l'affrontement. Elle n'avait pas le choix, obligée qu'elle était de montrer sa volonté, sa capacité à riposter et à se battre pour son pays. Les retours médiatiques et politiques de la première journée du Conseil européen s'étaient en effet révélés désastreux pour son image, déjà très écornée.

Pour "The Times", May a été "humiliée"

Ainsi, la dirigeante du Parti démocrate unioniste nord-irlandais DUP Arlene Foster s'était demandé vendredi matin "si la Première ministre se dressera face (aux Européens) ou si elle laissera filer comme cela est déjà arrivé". Le responsable du Brexit au sein du Parti travailliste avait de son côté conclu que "la Première ministre a échoué dans sa tentative d'obtenir des changements significatifs dans son accord du Brexit. Nous ne pouvons pas continuer comme cela. La Première ministre devrait réorganiser un vote sur son accord la semaine prochaine

et laisser le Parlement reprendre le contrôle".

The Times, le journal conservateur modéré sur la question du Brexit, titrait vendredi: "L'Union européenne humilie May par son refus de bouger sur l'accord." De son côté, *The Daily Telegraph*, favorable à un Brexit radical, ouvrait sur le fait que "l'UE fait la sourde oreille vis-à-vis de May alors que ses promesses sur le Brexit se délitent". Paul Goodman, ancien député et responsable de l'influent site Internet "Conservative Home", a rappelé que "l'accord de May deviendrait acceptable" si le Royaume-Uni dispose d'un droit de sortie unilatéral du filet de sécurité nord-irlandais. "Malheureusement, cette possibilité est en train de disparaître" (elle n'a, en réalité, jamais existé, et les Vingt-sept n'ont eu de cesse de le répéter, NdLR).

La semaine prochaine, Theresa May passera une dernière semaine à Westminster avant la suspension des activités du Parlement pendant les fêtes de fin d'année. Nul doute, au regard du comportement de nombre de députés qui la considèrent comme leur nouveau punching-ball, à commencer par ceux de son propre parti conservateur, qu'elle attend cette coupure avec impatience.

La presse britannique a fait ses choux gras de la vive discussion entre Theresa May et le président de la Commission, Jean-Claude Juncker.

L'Union a échoué à présenter "des grands projets d'intégration de la zone euro"

Entretien Maria Udrescu

Les Vingt-sept ont adopté vendredi les (pas si) grandes réformes qui doivent consolider la zone euro. Le président français Emmanuel Macron a eu beau saluer "une étape importante" et lister cet accord parmi ses victoires européennes, il est loin d'avoir obtenu les ambitieux remaniements qu'il avait mis sur la table à l'époque de son état de grâce. "Si on avait regardé, il y a un an, ce qui a été conclu ce vendredi, on aurait été déçus. Mais, au vu des grands désaccords persistants entre les États membres,

c'est devenu évident ces derniers mois que ce sommet n'accoucherait pas de réformes majeures. Et de fait, il n'y a pas de grands projets d'intégration de la zone euro", observe Grégory Claeys, économiste au think tank Bruegel.

Le président Macron n'a obtenu qu'une version très diluée de sa proposition de budget de la zone euro. Celle-ci peut-elle malgré tout changer la donne ?

Ce n'est vraiment pas une avancée majeure. C'est presque un faux budget de la zone euro. Il s'agira d'une ligne de crédit à l'intérieur du prochain cadre financier européen. On donnera

juste un autre nom à l'argent européen qui est destiné aux pays de la zone euro. En effet, puisque ce budget n'a pas de fonction de stabilisation des économies en cas de crise, il ne servira qu'à soutenir la convergence et la

compétitivité des membres de la zone euro. Or, ce sont là les objectifs du budget européen en soi. Les fonds de cohésion, dont les membres de la zone euro bénéficient déjà, sont déjà destinés à améliorer la compétitivité et la convergence.

Ce budget pourrait-il faire toutefois la différence s'il est doté d'un montant con-

séquent ?

Si on décide de faire un budget de la zone euro au sein du budget de l'UE, il faudrait soit augmenter la taille de ce dernier – ça semble hors de question. Soit autoriser l'UE à s'endetter pour réagir en cas de crise dans un ou plusieurs pays de la zone euro.

Pourquoi les Vingt-sept ont-ils opté pour ce "faux budget de la zone euro" ?

Déjà, il y a les lignes rouges traditionnelles de certains pays qui n'en veulent pas. C'est le cas de la "ligue hanséatique" (les pays du Nord, menés par les Pays-Bas). Mais en plus, il y a eu des contingences politiques. Le gouvernement allemand a mis longtemps à se former. L'Italie a été contre-productive en allant à la confrontation avec l'UE. Cela n'a pas donné aux premiers l'envie de s'intégrer davantage.

L'Union bancaire n'a pas été complétée par une garantie des dépôts (dite "EDIS"). Sera-t-il possible d'y parvenir avant les européennes de 2019 ?

La garantie des dépôts bancaires est essentielle. L'Union bancaire, c'est essayer de séparer les banques et les gouvernements. Tant qu'on n'a pas un système européen de garantie des dépôts, si les banques font faillite, ce sera au niveau national qu'on va repayer

les citoyens qui perdent leur argent. Sans EDIS, une crise bancaire pèsera toujours sur les finances publiques nationales.

Mais cela ne sera pas mis en place avant les élections. Car d'un côté, il y a encore des risques, des créances douteuses dans les banques de certains pays, en Grèce ou à Chypre. D'autre part, certains États ne voudront jamais accepter un système européen de garantie des dépôts

tant qu'il n'y aura pas de limites sur l'achat des obligations nationales par les banques. Sans ça, ils se disent : si, par exemple, les banques italiennes peuvent acheter autant d'obligations italiennes qu'elles veulent et qu'au final, l'Italie fait défaut, les banques en pâtiraient et c'est l'EDIS qui devrait

fournir la garantie des dépôts pour les Italiens, soit rembourser (indirectement) les prêts à la place du gouvernement italien.

Ces réformes a minima de la zone euro marquent-elles une victoire des tenants de l'orthodoxie budgétaire ?

Il y avait eu une sorte de préaccord plus ambitieux entre l'Allemagne et la France à Messembourg. Mais comme tout est décidé à l'unanimité, les tenants de l'orthodoxie budgétaire ont pu bloquer. L'Allemagne essaie de s'accorder avec la France, mais ne fait rien pour pousser dans cette direction ses alliés naturels, les pays du Nord. Elle leur dit en quelque sorte "on veut avancer avec la France, mais si vous vous y opposez, on ne fera rien".

La position de la "ligue hanséatique" changera-t-elle un jour ?

Oui, le jour où on aura une crise. On répare toujours le toit quand il pleut. Pour l'instant, les pays du Nord ont l'impression que tout va bien. Ils pensent que les instruments mis en œuvre pendant la crise de 2009-2012 suffisent si jamais une autre crise devait se présenter. Alors certes, on serait mieux préparés. On a mis les premières pièces à l'édifice. Mais on a tout fait à moitié. Face à une crise, on aurait toujours un système incomplet.

Charles Michel monte au front contre les pays qui refusent d'accueillir des migrants

Le Premier ministre belge Charles Michel a jeté une pierre dans le jardin des pays d'Europe centrale et orientale – la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie – lors de la discussion des leaders européens sur la migration, vendredi matin, à Bruxelles. "J'ai eu l'occasion de dire nettement que lorsque certains choisissent d'empêcher toute réforme du règlement de Dublin (qui assigne aux pays d'entrée des migrants dans l'UE la responsabilité de prendre en charge les demandeurs d'asile, Ndlr), ça ouvre nécessairement le débat sur le territoire de la zone (de

libre circulation) Schengen", a indiqué le Premier lors d'un point presse organisé en fin de matinée. "Quand ils refusent de manière entêtée, répétée, systématique, de faire preuve d'un minimum de solidarité, ils posent la question de leur maintien dans la zone Schengen", a-t-il précisé, pointant des pays non nommés, mais parfaitement identifiables.

Selon nos informations, le président français Macron et le Premier ministre luxembourgeois Bettel auraient défendu le même argument autour de la table. "Ce n'est pas la première fois que ce lien entre la solidarité pour l'accueil des migrants

et Schengen est établi”, affirme une source européenne proche des débats. *“Aujourd’hui, ça a été soulevé par ces pays, mais ça l’a déjà été par d’autres. C’est aussi lié au début des discussions sur le Cadre financier pluriannuel 2021-2027”*, complète la même source. Les pays visés sont en effet parmi les principaux bénéficiaires des fonds européens. *“Vous ne pouvez pas considérer l’UE comme un Bancontact qui favorise votre développement et de l’autre côté, ne pas faire preuve de solidarité sur la migration”*, a en effet insisté Charles Michel.

Le Belge ne s’est pas étendu sur les procédures qui permettraient de suspendre la présence d’un pays dans Schengen. *“Il est nécessaire que les différents experts se penchent sur la possibilité d’activer les possibilités dans le traité Schengen en cas de refus persistant de réformer le système de Dublin”*, a-t-il affirmé. Le Premier ministre hongrois Viktor Orban n’est pas impressionné. *“La Hongrie a été attaquée par plusieurs États membres sur la migration. Ils ont lancé leur dernier assaut pour assurer que leur objectif de faire venir des migrants dans l’UE soit approuvé. Nous avons repoussé cette attaque”*, a-t-il écrit sur sa page Facebook.

Le Pacte sur les migrations objet de “fake news”

Charles Michel a par ailleurs établi un lien entre la migration et un autre sujet abordé ce vendredi par les Vingt-huit: celui de la lutte contre la désinformation.

On sait combien l’adoption du Pacte des Nations unies sur la migration divise l’Union européenne et la Belgique. Les pays d’Europe centrale et l’Autriche, qui préside pourtant le Conseil de l’UE, refusent de le signer. La coalition gouvernementale belge est en sursis, depuis qu’elle a été amputée de la N-VA, qui s’opposait à ce que le Premier ministre belge signe le Pacte, à Marrakech. *“Dans le cadre du Pacte, il a pu y avoir des campagnes orchestrées de manipulation visant à déstabiliser les démocraties européennes”*, avance Charles Michel. Ce n’est pas qu’un problème belge, défend-il, pointant que les pays européens sont *“de plus en plus confrontés à des initiatives qui tronquent le débat démocratique et rendent plus compliquée la possibilité pour chacun d’être éclairé sur différents sujets de société”*.

Le Premier a plaidé pour que la Commission européenne ouvre des enquêtes sur des possibles opérations de désinformation et prennent des sanctions, le cas échéant.

OleB